

**Assemblée générale**

Soixante-dix-septième session

Documents officiels

Distr. générale
24 février 2023
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 53^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 16 novembre 2022, à 15 heures

Présidence : M. Blanco Conde (République dominicaine)**Sommaire**Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits humains (*suite*)

- c) Situations relatives aux droits humains et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (*suite*)

Point 57 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits humains (suite)

c) Situations relatives aux droits humains et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (suite) (A/C.3/77/L.35 et A/C.3/77/L.36/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/77/L.35 : Situation relative aux droits humains dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine) temporairement occupées

1. **M^{me} Al-thani** (Qatar) déclare que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution sur la base de sa position de principe constante concernant la crise en Ukraine. Elle en a fait de même pour l'ensemble des résolutions relatives à l'Ukraine mentionnées dans le projet de texte, car elles s'appuient sur la Charte des Nations Unies et les principes et dispositions du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Toutes les parties au conflit en Ukraine doivent faire preuve de retenue et éviter toute escalade militaire avec effet immédiat et définitif, compte tenu des graves conséquences de l'action militaire et de l'incidence qu'elle a eue sur les droits fondamentaux des civils sans défense. La position de sa délégation est restée inchangée depuis février 2022 et se fonde sur la Charte, en particulier l'Article 2, et sur les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, dans lesquelles l'Assemblée appelle au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

2. **M. Islamuly** (Kazakhstan) déclare que la situation en Ukraine est particulièrement délicate et douloureuse pour le Kazakhstan. Sa délégation appelle à la cessation immédiate des hostilités et au rétablissement du processus diplomatique afin de parvenir à une solution pacifique, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies. Le projet de résolution n'est pas propice au dialogue ou au règlement de la crise. En fait, cela aggrave encore la situation. Le Kazakhstan ne s'oppose pas à son contenu mais plutôt à la politisation de la question des droits humains en général, à la sélectivité dans l'évaluation des situations y relatives et à l'utilisation desdits droits comme moyen de pression exercé sur les États Membres à des fins politiques. Il invite tous les États Membres à coopérer de manière constructive en matière de protection des droits humains, au lieu d'adopter des approches conflictuelles, contreproductives et coercitives. Les droits humains doivent être protégés dans le cadre d'un dialogue

équitable et dans un esprit de respect mutuel et de coopération. L'examen périodique universel, les organes conventionnels et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme sont les mécanismes les plus appropriés pour évaluer de manière objective et fiable la situation des droits humains dans chaque pays. Le projet de résolution ne relève pas de la compétence de la Troisième Commission, puisqu'il se réfère à des questions d'intégrité territoriale, d'annexion et d'occupation. Compte tenu de ce qui précède, le Kazakhstan a voté contre le projet de résolution.

3. **M^{me} Rajandran** (Singapour) déclare que sa délégation a adopté une position de principe consistant à s'abstenir de voter dans le cas de résolutions sur les droits humains spécifiques à un pays au sein de la Troisième Commission, étant donné que ces résolutions sont devenues très sélectives et qu'elles sont motivées par des considérations d'ordre politique. Toutefois, son vote ne doit pas être interprété comme reflétant sa position sur le fond des questions soulevées dans le projet de résolution, ou comme dérogeant de quelque manière que ce soit à sa position claire, cohérente et de principe contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les violations de la Charte des Nations Unies et du droit international commises par cette dernière. Singapour a appuyé les résolutions adoptées par l'Assemblée générale lors de sa onzième session extraordinaire d'urgence concernant l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la décision de cette dernière d'annexer les régions occupées de l'Ukraine. Singapour maintient une position de longue date selon laquelle la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les pays, grands ou petits, doivent être respectées.

4. **M. Altarsha** (République arabe syrienne) déclare que sa délégation a voté contre le projet de résolution, qui constitue un instrument politique et une tentative d'attaque dirigée contre la Fédération de Russie. Cibler un pays spécifique a toujours été contreproductif. Il s'agit d'une exploitation des droits humains à des fins politiques, et donc d'une violation des principes d'universalité, de non-sélectivité et d'objectivité. Le projet de résolution est un gaspillage de ressources précieuses, qui auraient pu être utilisées plus efficacement pour mettre en œuvre des projets au service de l'humanité tout entière. La situation des droits humains dans chaque pays doit être analysée dans le cadre de l'examen périodique universel, qui a été expressément créé dans le but d'améliorer la situation de ces droits sur le terrain dans tous les États Membres sur une base non sélective. Se lancer dans une compétition inutile avec Genève est une perte de temps et nuit à l'action menée en matière de droits humains au sein du Conseil des droits de l'homme. En outre, l'ajout

de questions artificielles à l'ordre du jour pèse sur l'Organisation des Nations Unies et l'empêche de s'acquitter de sa responsabilité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

5. **M^{me} Xu Daizhu** (Chine) indique que le travail de la Commission dans le domaine des droits humains doit reposer sur l'égalité et le respect mutuel, et que les différences doivent être abordées dans le cadre d'un dialogue et d'une coopération constructifs. La Chine s'oppose à l'instrumentalisation politique, à l'application du principe des deux poids, deux mesures et à la provocation par l'affrontement. Elle s'oppose également à la mise en place de mécanismes spécifiques à un pays sans le consentement du pays concerné. La délégation chinoise a voté contre le projet de résolution, compte tenu de sa position constante concernant les résolutions sur les droits humains propres à un pays.

Projet de résolution A/C.3/77/L.36/Rev.1 : Situation des droits humains en République arabe syrienne

6. **Le Président** déclare que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

7. **M^{me} Carty** (États-Unis d'Amérique), présentant le projet de résolution au nom des principaux auteurs, dit que certains, à l'Organisation des Nations Unies à New York, voudraient faire comme si le conflit était terminé. Cependant, rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Les Syriens continuent de subir des traumatismes, notamment en raison des exécutions extrajudiciaires, des tortures, des disparitions et des détentions injustes perpétrées par le régime syrien. Ils continuent également à subir des violences sexuelles et fondées sur le genre généralisées. Le texte contient un libellé renforçant les dispositions sur les femmes et les filles, notamment sur l'effet disproportionné que le conflit a sur elles et sur l'importance de leur participation pleine, égale et effective à la prise de décision et à l'exercice du pouvoir.

8. Les principaux auteurs ont appuyé la recommandation formulée dans le rapport du Secrétaire général sur les personnes disparues en République arabe syrienne (A/76/890), selon laquelle les mesures visant à remédier aux disparitions devaient être cohérentes, globales et centrées sur les victimes et les membres de leur famille.

9. Grâce à ce projet de résolution, la Syrie sera, à juste titre, maintenue à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Le texte contient un appel invitant à maintenir l'attention sur la question critique des détenus et des personnes disparues au début de l'année 2023 et un appel au Conseil de sécurité pour qu'il autorise à nouveau le mécanisme humanitaire transfrontière en

janvier 2023 pour une durée d'au moins 12 mois. Elle exhorte toutes les délégations à appuyer le projet de résolution, pour s'élever contre les atrocités brutales commises en Syrie et rappeler au monde la persistance du conflit syrien.

10. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays ci-après se sont portés coauteurs du projet de résolution : Andorre, Chypre, Grèce, Guatemala, Hongrie, Islande, Japon, Koweït, Libéria, Lituanie, Îles Marshall, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, Saint-Marin, Suisse et Ukraine.

11. **Le Président** annonce que la République arabe syrienne a demandé de procéder à un vote enregistré sur le projet de résolution.

12. **M. Johnson** (Royaume-Uni), faisant une déclaration générale avant le vote, dit que son gouvernement reste profondément préoccupé par la situation en Syrie au cours des 12 derniers mois. Le régime syrien continue à commettre des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des violations des droits fondamentaux à l'encontre du peuple syrien. Des dizaines de milliers de Syriens ont été victimes de disparitions forcées et de détentions pendant le conflit. Des milliers de familles attendent des nouvelles de leurs proches ; les efforts doivent s'intensifier pour apporter des réponses et rendre des comptes.

13. La situation humanitaire s'est considérablement aggravée depuis que l'accès transfrontalier a été réduit. On estime que 14,6 millions de Syriens ont désespérément besoin d'une aide humanitaire, dont environ 12 millions se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë. L'accès transfrontalier permettant de sauver des vies doit être maintenu.

14. La Troisième Commission a pour mandat d'examiner les questions relatives aux droits humains qui touchent les populations du monde entier. Ces résolutions ne ciblent que les auteurs des crimes les plus graves. Le peuple syrien ne doit pas être oublié et ne doit pas être laissé seul face à la crise. Grâce à l'adoption du projet de résolution, la communauté internationale peut demander des comptes au régime syrien et veiller à ce qu'il respecte pleinement ses obligations internationales en matière de droit international et de droits humains.

15. **M^{me} Tudor-bezies** (Canada), faisant une déclaration générale avant le vote, dit que le projet de résolution est un rappel annuel au régime syrien et à ses partisans que le monde observe et condamne les violations flagrantes du droit international humanitaire et du droit des droits

de l'homme en Syrie. C'était aussi un moyen de manifester sa solidarité avec le peuple syrien.

16. Les besoins humanitaires en Syrie sont à leur plus haut niveau depuis 2011. Sa délégation appelle les parties au conflit à garantir un accès humanitaire sûr, complet, immédiat, rapide et sans entrave aux personnes dans le besoin. Le Canada se tient aux côtés des femmes et des filles de Syrie et appelle les dirigeantes et les organisations de défense des droits des femmes à jouer pleinement, effectivement et équitablement leur rôle dans la construction d'un avenir plus pacifique pour tous. Les auteurs de crimes sexuels et fondés sur le genre doivent être poursuivis.

17. Le Canada se félicite de la référence faite au rapport du Secrétaire général sur les personnes disparues en République arabe syrienne (A/76/890) et des efforts déployés par le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Le Canada est vivement préoccupé par le sort de toutes les personnes disparues, y compris celles qui sont victimes d'enlèvement, de disparition forcée, de détention arbitraire et de torture. Conformément à la résolution 2474 (2019) du Conseil de sécurité, le Canada exhorte toutes les parties à un conflit armé à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour retrouver les personnes portées disparues.

18. Sa délégation tient à réaffirmer son engagement indéfectible envers le peuple syrien. Elle continuera à se concentrer sur la satisfaction des besoins humanitaires critiques de tous les Syriens et à exiger de toutes les parties qu'elles mettent immédiatement fin à toutes les violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, ainsi qu'aux atteintes aux droits humains.

Explications de vote avant le vote

19. **M. Khani Jooyabad** (République islamique d'Iran) déclare que la présentation du projet de résolution par les États-Unis d'Amérique et certains autres pays montre qu'ils continuent d'utiliser les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de la personne pour servir leurs intérêts politiques. Des milliards de dollars ont été dépensés pour financer et armer des terroristes afin de déstabiliser le Gouvernement légitime de la Syrie et les réserves pétrolières du pays ont été pillées par les États-Unis. Le principal auteur a fait savoir qu'il entretenait une relation de dépendance à l'égard du pétrole et était prêt à bafouer les droits humains pour obtenir un avantage

politique. Le projet de résolution aborde des questions qui dépassent largement le mandat de la Commission. Ce texte partial et politiquement motivé ferme les yeux sur toutes les activités et réalisations du Gouvernement syrien en matière de stabilité, de paix et de protection des civils, d'aide humanitaire et de facilitation du retour en toute sécurité des personnes déplacées et des réfugiés. Il ne reflète pas la coopération de ce gouvernement avec l'Organisation des Nations Unies, les efforts inlassables qu'il déploie pour lutter contre le terrorisme et les mesures coercitives unilatérales, ni sa résistance aux raids aériens fréquents et réguliers et à l'agression du régime expansionniste sioniste. Les effets néfastes de ces atrocités sur les droits humains en Syrie n'ont pas non plus été pris en compte. Pour préserver la crédibilité de la Commission, sa délégation votera contre le projet de résolution tendancieux.

20. **M. Poveda Brito** (République bolivarienne du Venezuela) déclare que son pays maintient la position de principe consistant à refuser la sélectivité et la politisation dans l'examen des questions relatives aux droits humains et la création de mécanismes et l'élaboration de rapports ou de résolutions visant un pays en particulier sans le consentement des pays concernés. Des efforts doivent être consentis pour faire fond sur les progrès réalisés depuis la création du Conseil des droits de l'homme dont la crédibilité est mise en doute par ces procédures spéciales. Les questions relatives aux droits humains doivent être analysées dans le cadre de l'examen périodique universel et par les organes conventionnels des Nations Unies sur la base de la coopération et du dialogue avec les pays concernés.

21. Le Mouvement des pays non alignés, dont le Venezuela est membre, rejette les mandats par pays, qui sont sources d'affrontements et ne contribuent pas à un dialogue constructif avec les États, ce qui va à l'encontre de l'esprit de l'Organisation des Nations Unies. Les rapports, mécanismes et résolutions à motivation politique qui ciblent des pays spécifiques violent les principes d'impartialité, d'objectivité, de transparence, de non-sélectivité, de non-politisation, de non-affrontement, d'égalité et de respect mutuel, et sont contraires aux principes d'indépendance politique, de respect de la souveraineté nationale, de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et d'autodétermination des peuples, tous consacrés par la Charte des Nations Unies.

22. **M^{me} Xu Daizhu** (Chine) dit que les différends concernant les questions relatives aux droits humains doivent être réglés par la voie d'un dialogue constructif et dans le cadre de la coopération. La Chine s'oppose à la politisation de ces questions visant à s'immiscer dans

les affaires intérieures des États et à mettre en place des mécanismes de défense des droits humains spécifiques à un pays sans le consentement du pays concerné.

23. Plus de 10 ans après le début de la crise, le peuple syrien est toujours en proie à la pauvreté et au chaos de la guerre, dont les États-Unis et d'autres pays occidentaux portent incontestablement la responsabilité. Les fréquentes interventions militaires des États-Unis en Syrie ont entraîné des pertes et des déplacements massifs de civils. Les mesures coercitives unilatérales imposées sans discernement par les États-Unis ont privé la population civile des produits de première nécessité.

24. Les forces américaines contrôlent toujours les ressources pétrolières et gazières de la Syrie, usurpant les principales régions productrices de pétrole et pillant plus de 80 % de sa production pétrolière. Ils font également passer en contrebande et brûlent les stocks alimentaires du pays et commettent de graves violations des droits fondamentaux, tels que le droit à l'alimentation, à la santé et au développement. L'ingérence extérieure, la provocation par l'affrontement et l'imposition de sanctions n'ont fait qu'aggraver les souffrances du peuple syrien. La seule façon réaliste de sortir de la crise est de trouver une solution politique tout en maintenant et en respectant la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie. Les États Membres doivent mettre fin à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres États sous couvert de défense des droits humains et ne doivent pas ignorer les graves atteintes aux droits fondamentaux du peuple syrien causées par l'intervention militaire illégale et les mesures coercitives unilatérales. Compte tenu de ce qui précède, la délégation chinoise votera contre ce projet de résolution.

25. **M. González Behmaras** (Cuba) déclare que sa délégation votera contre le projet de résolution, qui est clairement motivé par des considérations d'ordre politique, étant donné que le principal auteur en est les États-Unis, pays responsable de certaines des pires violations des droits humains, bien attestées. Il est à la fois inquiétant et inacceptable que ces résolutions ne soient appliquées que contre des pays en développement qui font également l'objet de mesures coercitives unilatérales. Le projet de résolution favorise une approche punitive et vexatoire qui ne tient pas compte des intérêts du pays concerné et ne facilite même pas la coordination de l'action menée, laquelle est essentielle pour relever les défis en matière de droits humains. On ne saurait parvenir à une solution politique qui tienne compte des intérêts et des aspirations du peuple syrien en adoptant des résolutions qui portent atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du pays. Il faut trouver une solution négociée par la voie pacifique et la

Commission doit encourager la coopération dans le plein respect de la souveraineté du pays et abolir ces pratiques sélectives à caractère politique.

26. **M. Kim Nam Hyok** (République populaire démocratique de Corée) dit que sa délégation réaffirme qu'elle rejette les résolutions qui visent un pays en particulier, qui politisent les droits humains par la sélectivité et la politique de deux poids, deux mesures, et visent à exercer une pression et à imposer des intérêts politiques à d'autres. La politisation, la sélectivité et le recours au principe des deux poids, deux mesures dans l'examen des questions relatives aux droits humains sont incompatibles avec la promotion et la protection réelles de ces droits. Sa délégation s'oppose résolument à toute tentative politisée visant à enfreindre la souveraineté nationale et à s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres États souverains. Toutes les questions relatives aux droits humains doivent être examinées et réglées dans un esprit de dialogue constructif et de coopération fondé sur les principes du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la paix et de la stabilité. La République populaire démocratique de Corée soutient les efforts inlassables déployés par la République arabe syrienne pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale et lutter contre toutes les tentatives d'occupation étrangère et d'intervention militaire. La délégation de la République populaire démocratique de Corée votera donc contre le projet de résolution.

27. **M. Kuzmin** (Fédération de Russie), expliquant son vote avant le vote, déclare que le projet de résolution est un exemple patent de politisation et de politique de deux poids deux mesures. Sa teneur est très éloignée de la réalité : l'ensemble du texte repose sur des allégations infondées, des mensonges et des conjectures, utilisés effrontément par les opposants au Gouvernement syrien. Il contient des calomnies dénuées de tout fondement à l'encontre du Gouvernement légitime de la Syrie, soutenu par le peuple et en proie à des blocus et à des sanctions unilatérales sévères alors qu'il continue à lutter contre le terrorisme et l'occupation étrangère. Face à la grave crise humanitaire, le Gouvernement fait tout son possible pour rétablir une vie paisible dans les territoires libérés, rapatrier les réfugiés et assurer le redressement économique du pays. Le projet de résolution est un document cynique ; son principal auteur, les États-Unis, se préoccupe apparemment au plus haut point des Syriens, mais ce même pays déploie des troupes à des milliers de kilomètres de ses frontières et mène une agression contre la Syrie, sous couvert de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Les États-Unis continuent d'occuper une partie d'un État souverain ;

pillent les ressources naturelles et agricoles des territoires occupés appartenant au peuple syrien ; imposent des sanctions étouffantes aux Syriens vivant dans les zones qu'ils n'ont pas réussi à occuper ; et contrôlent les territoires des camps de Hol et de Roukban, où les femmes et les enfants continuent de vivre dans des conditions épouvantables et inhumaines. La délégation russe demande instamment aux États Membres de ne pas suivre l'État agresseur et de voter contre le projet de résolution qu'il présente, comme elle le fera elle-même.

28. **M. Alateek** (Arabie saoudite) dit que, 11 ans après le début de la crise syrienne, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) continue de recenser les victimes civiles du conflit, qui se comptent par centaines de milliers, auxquelles s'ajoutent les dizaines de milliers de disparus. Les graves violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire se sont poursuivies. Sa délégation votera en faveur du projet de résolution, étant donné qu'une solution politique est le seul moyen de mettre fin à la crise syrienne et aux souffrances du peuple syrien, conformément à la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité et au processus qui a été lancé lors de la réunion de juin 2012 du Groupe d'action pour la Syrie. Elle tient à réaffirmer son appui en faveur de tous les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour mettre un terme pacifique au conflit en Syrie. L'Arabie saoudite espère que le projet de résolution actuel et les efforts de l'ONU aideront le peuple syrien à réaliser ses aspirations légitimes en matière de justice, de liberté et de stabilité.

29. **M. Altarsha** (République arabe syrienne) dit qu'il est étrange et ironique que le projet de résolution ait été présenté par la délégation des États-Unis, dont le Gouvernement est impliqué dans des activités hostiles contre divers pays, dont la République arabe syrienne, et a violé de manière flagrante les dispositions de la Charte des Nations Unies et les principes du droit international et du droit international humanitaire en occupant le territoire syrien, en bombardant des civils et en détruisant complètement les infrastructures de la ville de Raqqah. De plus, les États-Unis continuent à priver le peuple syrien de l'accès aux produits de première nécessité en raison des sanctions économiques qu'ils ont imposées. Il se demande si un tel pays devrait présenter un projet de résolution sur la situation des droits humains dans n'importe quel pays.

30. Le texte actuel a été rédigé à huis clos et les délégations n'ont pu accéder au projet sur le portail e-deleGATE que quelques jours avant sa présentation. Une telle démarche n'est ni professionnelle ni transparente. Les auteurs ont continué à placer leur objectif politique hostile au-

dessus de toute considération humanitaire en lançant des allégations non fondées contre son pays et en exploitant les entités et organisations des Nations Unies chargées de promouvoir et de protéger les droits de l'homme. Comme les années précédentes, le projet de résolution manipule les mécanismes des Nations Unies en matière de droits humains, favorise des concepts qui ne font pas l'unanimité et s'appuie sur la pression, le chantage et la violation des dispositions de la Charte et des principes du droit international. Il empiète également sur les compétences d'autres commissions et d'autres organes, et dépasse largement le mandat et les compétences techniques de la Troisième Commission. Le projet de résolution est un texte profondément politisé, totalement coupé de la réalité, qui cherche à saper les récentes réalisations de son pays en matière de rétablissement de la paix et de la stabilité, et qui font fi des efforts déployés par son gouvernement pour lutter contre le terrorisme, répondre aux besoins humanitaires du peuple syrien, faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées, et parvenir à la réconciliation nationale. Le texte déforme également le fait que la République arabe syrienne s'est engagée auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et ne tient pas compte des effets du blocus inhumain et illégal imposé par le soumissionnaire au peuple syrien, qui empêche les institutions de l'État de répondre aux besoins de la population.

31. La présentation du projet de résolution reflète les tentatives persistantes des États-Unis et de leurs alliés occidentaux visant à poursuivre leur objectif hostile et à promouvoir une approche erronée de la situation en République arabe syrienne. Ils tentent de redorer le blason des centaines de milliers de combattants terroristes étrangers, qu'ils qualifiaient d'« opposition modérée », qu'ils avaient fait entrer en République arabe syrienne de partout dans le monde. Les auteurs n'ont même pas pris la peine d'actualiser le projet de résolution depuis la soixante-seizième session. Dans le septième paragraphe du préambule de la résolution [76/228](#) de l'Assemblée générale, il est indiqué que 26 727 femmes et 27 126 enfants ont été tués dans le conflit. Ces chiffres sont restés inchangés dans le projet actuel, bien qu'une année se soit écoulée. Il semble qu'il n'y ait pas eu d'autres décès, ce qui est un progrès. Si tel était vraiment le cas, sa délégation voterait en faveur du projet de résolution. Les principes de non-sélectivité, d'impartialité et d'objectivité doivent prévaloir dans le domaine des droits de l'homme ; le Conseil des droits de l'homme, dans le cadre de son examen périodique, est l'organe compétent pour examiner la situation des droits humains dans tous les pays, dans le respect de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale. Pour toutes ces raisons, sa délégation rejette catégoriquement le

projet de résolution et votera contre. Le représentant appelle les États Membres à s'opposer à cette sélectivité et à cette politisation, à respecter les principes de la Charte et à rejeter toute forme d'intimidation et de chantage.

32. *Sur la demande du représentant de la République arabe syrienne, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/77/L.36/Rev.1.*

Votent pour :

Albanie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Myanmar, Nauru, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Suède, Suisse, Suriname, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Türkiye, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Yémen.

Votent contre :

Algérie, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Nicaragua, Ouzbékistan, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Congo, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Mali, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Philippines, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie,

Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Viet Nam, Zambie.

33. *Le projet de résolution est adopté par 90 voix contre 14, avec 68 abstentions.*

34. **M. Klima** (Tchéquie), prenant la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres, des pays candidats, à savoir l'Albanie, le Monténégro, la Macédoine du Nord et l'Ukraine, les pays candidats potentiels que sont la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie et en outre, Saint-Marin, précise que toute solution durable au conflit exige une véritable transition politique, comme le prévoit la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. L'Union européenne appelle le régime syrien, ses responsables et toutes les parties au conflit à s'engager pleinement et de bonne foi dans le processus politique mené par la Syrie.

35. L'Union européenne condamne les graves violations du droit international commises par le régime syrien, ses alliés et d'autres parties au conflit, qui pourraient s'apparenter à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité. Les informations faisant état de transformations sociales et démographiques et de vagues massives de déplacements notamment dans certaines parties du nord-ouest et du nord-est, suscitent de vives inquiétudes. Toutes les parties au conflit, en particulier le régime syrien, doivent accorder un accès sûr, complet, rapide, sans entrave et durable à travers les lignes de front et les frontières. Les besoins humanitaires ont augmenté et continueront probablement à augmenter, notamment en raison de la crise alimentaire résultant de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. L'Union européenne appuie les conclusions et recommandations du rapport du Secrétaire général sur les personnes disparues en République arabe syrienne (A/76/890), ainsi que la proposition d'organiser un dialogue interactif avant le 28 février 2023. Elle accueillerait favorablement les propositions de soutien à un nouveau mécanisme ou à une nouvelle entité.

36. L'obligation de rendre compte reste de la plus haute importance. La Cour pénale internationale doit être saisie de la situation en Syrie et le régime syrien doit coopérer pleinement avec tous les mécanismes d'enquête et de responsabilisation. L'Union européenne reste attachée à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'État syrien.

37. **M. Magosaki** (Japon) déclare que sa délégation continue d'avoir plusieurs préoccupations concernant la situation des droits humains en Syrie et a voté en faveur

de la résolution, dans l'espoir que la violence y prenne fin le plus rapidement possible et que les droits humains y soient respectés. Le rapport du Secrétaire général sur les personnes disparues en République arabe syrienne (A/76/890) recommande à la communauté internationale de contribuer à la recherche des personnes disparues et de soutenir les victimes. Sa délégation espère que la réunion d'information informelle demandée dans le projet de résolution sera l'occasion de fournir des informations détaillées et concrètes sur les recommandations contenues dans ce rapport et leur valeur ajoutée, ce qui sera nécessaire pour les prochaines étapes.

38. **M^{me} Eugenio** (Argentine) déclare que toutes les parties au conflit doivent protéger la population civile et faire respecter les droits humains en République arabe syrienne. Toute solution à la crise doit être fondée sur le respect de la souveraineté, de l'unité, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne et doit permettre au peuple syrien de décider de son propre avenir dans le cadre d'un processus politique supervisé par l'Organisation des Nations Unies. Une telle solution politique est la seule voie menant à une paix durable.

39. L'Argentine appuie tous les efforts visant à rendre la justice et à appliquer le principe de responsabilité pour les crimes commis en Syrie. Une paix durable en Syrie n'est pas possible sans justice, ce qui inclut la libération vérifiée de toutes les personnes détenues arbitrairement et la fourniture d'informations sur le lieu où se trouvent les personnes disparues. Sa délégation appelle toutes les parties à adopter une approche qui privilégie la protection des droits humains et du droit international humanitaire sans restriction et celle de la population civile dans tout le pays. Les femmes doivent pouvoir participer pleinement à la vie politique.

40. **M^{me} Mozgovaya** (Biélarus) déclare que les résolutions spécifiques à un pays n'y résolvent pas la situation des droits humains ; au contraire elles y exacerbent les antagonismes. La pratique constante des États-Unis consistant à rédiger des résolutions à huis clos va à l'encontre de tous les principes de l'Organisation des Nations Unies. Il est inacceptable d'envoyer des documents à la Commission pour qu'elle les examine sans que l'on puisse établir avec certitude qui en a discuté ou les a approuvés. Le Biélarus s'est toujours opposé aux résolutions spécifiques à un pays et a donc voté contre le projet de résolution.

41. **M^{me} Rajandran** (Singapour) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution, conformément à sa position de principe concernant les résolutions sur les droits humains spécifiques à un pays

au sein de la Troisième Commission, car ces résolutions sont très sélectives et motivées par des considérations d'ordre politique. Toutefois, sa position de vote n'était pas fondée sur la teneur des questions relatives aux droits humains soulevées dans le projet de résolution.

42. **M. Parga Cintra** (Brésil) indique que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution. Plus de la moitié de la population syrienne a besoin d'une aide vitale ; alors qu'aucune solution politique n'est en vue, la nécessité d'accorder une attention particulière à la situation des droits humains et à la situation humanitaire en Syrie ne fait l'objet d'aucun désaccord. L'épidémie de choléra est une autre conséquence de la situation précaire sur le terrain.

43. Sa délégation apprécie la décision d'inclure de nouveaux paragraphes sur la situation des personnes disparues et soutient le travail de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne pour traiter cette question. Le Brésil appuie sans réserve les efforts déployés pour déterminer le sort des personnes portées disparues en Syrie, y compris les personnes enlevées, détenues arbitrairement ou victimes de disparition forcée.

44. Il est toutefois regrettable que le texte du projet de résolution reste long et que son processus de négociation ait été quelque peu opaque. De multiples acteurs sont responsables des violations des droits humains commises en Syrie, même s'il incombe au premier chef au Gouvernement syrien d'assurer la protection de sa population. Seul un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, sous les auspices de l'ONU, dans le plein respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Syrie, peut permettre de parvenir à un règlement durable du conflit.

45. **M^{me} Özgür** (Turquie) dit que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution, qui vient rappeler brutalement les violations, les atrocités et les violences généralisées subies par le peuple syrien. Il permet également de réaffirmer avec vigueur au peuple syrien, que la communauté internationale le soutient dans sa quête visant à faire établir les responsabilités. Une solution durable au conflit répondant aux aspirations légitimes du peuple syrien ne peut être trouvée que par des moyens politiques, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Les retards prolongeant les souffrances du peuple syrien, le régime a été invité à s'engager dans les travaux de la Commission constitutionnelle, seul mécanisme permettant de faire avancer le processus politique. Le prochain cycle doit se dérouler dès que possible sous les auspices de l'ONU, qui l'accueillera. Les violations répétées du cessez-le-feu, y compris les récentes

attaques visant les camps de personnes déplacées à Edleb, ont sapé les efforts déployés pour maintenir le calme et entraîné une nouvelle détérioration de la situation humanitaire. Les attaques contre les civils et les infrastructures civiles doivent cesser. Le succès d'un nouveau mécanisme tel que recommandé dans le rapport du Secrétaire général sur les personnes disparues en République arabe syrienne (A/76/890) dépendra de la détermination du mandat approprié. L'objectif premier doit être de retrouver les personnes disparues.

46. L'insécurité persistante dans le nord-est de la Syrie a été causée par le Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple (PKK/YPG), l'organisation terroriste des prétendues « Forces démocratiques syriennes ». La menace que représente l'activité terroriste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) pour l'intégrité territoriale de la Syrie n'a jamais été aussi alarmante. Il a mené en moyenne 100 attaques terroristes par mois dans le nord de la Syrie, au cours desquelles environ 500 Syriens ont été assassinés au cours des deux années précédentes. Il a enlevé et recruté des mineurs, saisi des biens, perturbé l'approvisionnement en eau et en électricité dans le nord, usurpé des ressources naturelles, tenté des opérations de transformation sociale et démographique et empêché des personnes, notamment des Yazidis et des Kurdes syriens, de rentrer chez elles. L'attentat terroriste perpétré à Istanbul le 13 novembre 2022, qui a fait six morts, dont des enfants, et plus de 80 blessés, est un autre exemple de la menace que constitue le Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple (PKK/YPG), non seulement pour les civils syriens et l'intégrité territoriale de la Syrie, mais aussi pour la sécurité nationale de la Türkiye. Soutenir une organisation terroriste sous prétexte d'en combattre une autre ne saurait en aucun cas être toléré. La Türkiye est plus déterminée que jamais à lutter contre le terrorisme.

47. **M^{me} Arab Bafrani** (République islamique d'Iran), exerçant son droit de réponse, dit qu'il est honteux que le discours sur les droits humains soit utilisé comme arme politique. Sa délégation, comme beaucoup d'autres, a rejeté avec véhémence la mascarade politique et la malhonnêteté des auteurs. Contrairement aux affirmations des États-Unis concernant la protection des droits humains, les Iraniens continuent de souffrir énormément des sanctions brutales imposées par ce pays, qui constituent une violation des droits humains et un crime contre l'humanité. En tant que seul pays à ne pas être partie à la Convention relative aux droits de l'enfant et à ne pas avoir ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées ou le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les États-Unis sont mal placés pour donner des

leçons aux autres États Membres en matière de droits humains.

48. Le Canada se pose en garant autoproclamé des droits de l'homme, mais compte tenu de son palmarès en matière de discrimination à l'égard des peuples autochtones et des nouvelles choquantes concernant le nettoyage ethnique des enfants autochtones dans les pensionnats, il devrait revoir sa politique consistant à lancer des campagnes de diffamation contre la République islamique d'Iran. Les pays européens, qui sont également à l'origine du projet de résolution tendancieux, sont également invités à s'attaquer aux problèmes de droits humains profondément enracinés dans leur territoire. L'Iran n'est pas parfait et ne reconnaît pas la perfection qu'ils prescrivent. Tout plaider en faveur des droits humains de la part des principaux auteurs des résolutions spécifiques à un pays est une véritable escroquerie.

49. Pour renforcer la crédibilité du discours sur les droits humains, l'Iran est disposé à engager un dialogue respectueux, sans récrimination ni rejet de la faute sur les autres. L'Iran attache une extrême importance à la coopération et à l'interaction avec le HCDH et avec les mécanismes intergouvernementaux non discriminatoires de défense des droits de l'homme, tels que l'examen périodique universel. En conséquence, la Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme s'est rendue en Iran en 2022. La promotion et la protection des droits de la personne et de la dignité humaine sont la mission et la responsabilité du Gouvernement, mais les principaux auteurs du projet de résolution nient toutes les réalisations de son gouvernement à cet égard, en particulier en ce qui concerne la promotion des femmes et des filles. En Iran, les femmes jouissent du droit à l'éducation, au travail, à la propriété et à la vente de biens, à la protection de la loi, au vote, à l'engagement civique et politique, et ont la possibilité de progresser.

50. Selon plusieurs principes inscrits dans la Constitution de la République islamique d'Iran, le Gouvernement est responsable de la protection du droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique. Toutefois, la violence et le désordre ne doivent pas être considérés comme des rassemblements pacifiques, car ils violent les droits fondamentaux d'autrui. En pareilles circonstances, les forces de l'ordre sont tenues de prendre les mesures appropriées pour maintenir et assurer la sécurité et l'ordre public.

51. La Commission doit mener ses travaux de manière objective, transparente, non sélective, constructive, non conflictuelle et non politisée. La délégation iranienne

rejette catégoriquement les mensonges propagés et les accusations lancées par certaines délégations, en particulier celles du Royaume-Uni et des États-Unis, concernant la récente évolution de la situation en Iran. Contrairement à ce qu'a affirmé le représentant du Royaume-Uni lors de la 52^e séance, les organisations non gouvernementales (ONG) sont et ont été présentes dans la salle de réunion. Tout en soutenant la participation des ONG en ce qui concerne les règles de procédure existantes, la délégation iranienne rejette l'affirmation de la délégation du Royaume-Uni à cet égard. En outre, sa délégation est étonnée par les commentaires, la lecture inexacte et l'interprétation large données de la charia islamique par le représentant de l'Arabie saoudite. De même, en tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, l'Arabie saoudite doit se conformer à ses obligations internationales, respecter les normes internationales et se comporter de manière responsable en s'abstenant d'utiliser des termes insultants et déplacés lorsqu'elle s'adresse à d'autres États souverains.

52. **M. Arbeiter** (Canada), exerçant son droit de réponse, dit que lorsque la Commission s'est prononcée à sa 52^e séance sur le projet de résolution relatif à la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, plusieurs délégations ont dénoncé son pays pour des violations systémiques de longue date des droits fondamentaux des peuples autochtones, en particulier des femmes et des filles, et des victimes du système des pensionnats. Cette description est exacte. Au Canada, les femmes et les filles autochtones sont touchées de manière disproportionnée par toutes les formes de violence. L'histoire du pays porte la marque abominable du système des pensionnats. Le traumatisme qu'il a causé, et qu'il continue de causer, est intergénérationnel.

53. Cependant, le Premier ministre du Canada a reconnu ces faits à de multiples occasions et son gouvernement s'est engagé à œuvrer à la transformation de ses relations avec les peuples autochtones, sur la base de la reconnaissance, du respect, de la coopération et du partenariat. La reconnaissance consiste à admettre l'existence d'un acte répréhensible. En 2008, le Parlement du Canada a présenté des excuses historiques aux victimes du système des pensionnats pour les actes odieux perpétrés à leur encontre. Le Pape a également reconnu le rôle de l'Église catholique dans cette pratique. Le respect implique la mise en place d'enquêtes ouvertes, transparentes et inclusives. Le Canada a créé une Commission Vérité et réconciliation et ouvert une enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Dans les deux cas, les victimes et les survivants eux-mêmes

étaient au centre de l'action. La coopération consiste à accepter leurs recommandations et à mettre en œuvre leurs appels à l'action. Son gouvernement s'est engagé à le faire. Le partenariat revient à œuvrer de concert pour éduquer les communautés à travers le pays sur les défis historiques et actuels. Le Canada a récemment instauré une journée nationale pour attirer l'attention sur le rôle que tous les Canadiens peuvent et doivent jouer pour contribuer à la réconciliation. Le partenariat implique également d'être ouvert à l'examen, y compris au niveau international, afin de déterminer la mesure dans laquelle le Canada a respecté les normes qu'il s'était fixées. Le Canada s'est félicité de cet examen minutieux, précisément parce qu'il pouvait en sortir renforcé.

54. Chaque fois que la délégation canadienne a participé aux travaux de la Troisième Commission, du Conseil économique et social, du Conseil des droits de l'homme ou à ceux de tout autre organe du système des Nations Unies, elle n'a pas cherché à éviter la question. Le Canada n'a pas refusé l'entrée aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ; il n'a pas laissé entendre que ces organes ou mécanismes étaient en quelque sorte sélectifs, partiels, subjectifs ou politiques ; il n'a pas essayé de détourner l'attention en usant de faux-fuyants ; il n'a pas eu recours à la pratique consistant à répondre à une question difficile par une contre-accusation, parce qu'il n'a pas accepté que des défis historiques ou actuels l'empêchent d'exiger également des autres États Membres qu'ils rendent compte des obligations juridiques internationales qu'ils ont volontairement assumées. Les fausses équivalences ne servent les intérêts de personne, et surtout pas ceux des victimes de violations systémiques des droits humains.

55. Il est d'accord avec la description qu'a donnée des femmes et des filles d'Iran la représentante de la République islamique d'Iran. Le Canada est ébloui par la détermination avec laquelle elles exercent leur pouvoir dans les circonstances actuelles et partage pleinement sa confiance dans la force dont elles font preuve.

Point 57 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)
(A/C.3/77/L.55)

Projet de résolution A/C.3/77/L.55 : Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés d'Afrique

56. **Le Président** annonce que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

57. **M. Salah** (Libye), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des États d'Afrique, rappelle qu'environ 30 millions de personnes déplacées, de réfugiés et de demandeurs d'asile vivent en Afrique. Le texte est une mise à jour technique de la résolution adoptée par l'Assemblée générale lors de sa soixante-seizième session. Il invite la Commission à adopter le projet de résolution par consensus.

58. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se sont portées coauteurs du projet de résolution : Bolivie (État plurinational de), Canada, Équateur, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Grèce, Japon, Luxembourg, Norvège, Palaos, Pays-Bas, Portugal, Slovénie, Suède, Türkiye et Venezuela (République bolivarienne du).

59. Il ajoute que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Bangladesh et Pakistan.

60. *Le projet de résolution A/C.3/77/L.55 est adopté.*

61. **M. Ivanyi** (Hongrie) souligne que sa délégation est profondément préoccupée par le nombre croissant de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique et s'est donc jointe au consensus sur le projet de résolution. Néanmoins, la Hongrie n'ayant pas approuvé le Pacte mondial sur les réfugiés et ne participant pas à sa mise en œuvre, elle ne peut accepter aucune référence à ce pacte dans les documents internationaux. Compte tenu de ce qui précède, elle tient à se dissocier du paragraphe 4 du projet de résolution.

La séance est levée à 16 h 20.